

COMMUNIQUÉ

Non ! les agentes et les agents publics ne sont pas responsables de la dette de l'État

Sous prétexte d'économie et par facilité, la ministre chargée des Comptes publics annonce la fusion voire la suppression d'un tiers des opérateurs publics car elle « croit » savoir qu'ils sont « inefficaces ». Une insulte supplémentaire faite aux personnels et aux citoyennes et citoyens.

Cela relève aussi d'une ignorance crasse du fonctionnement du Service public français. Ce gouvernement condescendant désavoue son utilité pour les citoyennes et les citoyens.

Au stade, exsangue, où en sont les services et les établissements publics de l'environnement, les fusions, mutualisations, suppressions signifieront des missions d'intérêt général non accomplies ; ce qui, à coup sûr, permettra d'arriver à l'inefficacité imaginée par Mme de Montchalin et fera l'affaire d'intérêts privés.

Détruire le Service public revient à créer un impôt inégalitaire, les plus pauvres ayant le plus de difficulté à compenser la disparition de services publics.

Cette ministre devrait plutôt se concentrer sur la recherche de recettes : fraudes fiscales, paradis fiscaux, taxation des marchés et des très hauts revenus, cadeaux fiscaux aux entreprises dénoncés aussi par l'Union Européenne, utilisation de la TVA pour financer les entreprises...

Depuis la présidence de Nicolas Sarkozy, alors membre des Républicains, les opérateurs publics se sont fortement développés et ont dans leur très grande majorité trouvé leur place dans l'action publique et ont fait preuve de leur pertinence.

Il est inacceptable que la Droite d'aujourd'hui envisage de les supprimer pour des raisons idéologiques. Quelle gabegie financière et quelle violence envers des serviteurs de l'action publique ? Quand la Cour des Comptes évaluera-t-elle le coût de ces errances idéologiques ?

Dans ce contexte, le PLF 2026 devra être publiquement dénoncé par le monde syndical, associatif, citoyen. Cela permettra de soutenir aussi les parlementaires engagé-es dans la transition et la planification écologique.

Il est plus que nécessaire de mettre un coup d'arrêt au *bashing* environnemental. Le gouvernement Bayrou se positionne dans la même ligne que l'extrême droite et à contre-courant des aspirations de la société dans sa très large majorité.

Les citoyens et citoyennes appellent de leurs vœux des politiques publiques ambitieuses en matière d'écologie, de sobriété, de climat et de biodiversité.

Il est temps de porter cette voix et d'exiger du Gouvernement et du Président de la République, des paroles dignes à la hauteur des besoins d'une part, et des actes forts en ce sens d'autre part.

Contact presse :

Véronique CARACO-GIORDANO – 06 66 13 95 97

Maxime CAILLON – 06 71 51 17 61